

Sud Luberon. Les élus locaux lancent une pétition citoyenne pour que la sécurité des biens et des personnes soit assurée.

Redéploiement police, le compte n'y est pas

Les élus locaux sont sur le pied de guerre depuis l'annonce officielle le 27 mai dernier par le ministère de l'intérieur de l'arrivée des militaires sur le territoire Sud-Luberonais.

Loin d'être réfractaires aux gendarmes, ils en réclament davantage, refusant de payer les pots cassés suite au passage de Pertuis en zone gendarmerie. Et pour cause, comme le signale Jean-Louis Joseph, Maire PS de la Bastidonne et vice-président du conseil régional PACA, « sans effectif supplémentaire, la sécurité des biens et des personnes ne sera plus assurée en milieu rural ».

Déshabiller Pierre pour habiller Paul

Mené dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le projet de police d'agglomération de Marseille entraîne la fermeture de plusieurs commissariats dans les Bouches-du-Rhône, et au-delà.

Pertuis, pourtant dans le Vaucluse, n'y échappe pas. Dès cet été, exit les 50 policiers nationaux chargés aujourd'hui d'assurer la sécurité publique en centre-ville. Et ce n'est pas tout, ce redéploiement des forces d'État provoque un profond chamboulement jusque dans la Vallée d'Aigues. Depuis Beaumont jusqu'à Cabrières, les 13 communes du canton de Pertuis concernées, déjà exsangues en forces de l'ordre, vont devoir partager les effectifs avec la capitale du Pays d'Aigues.

Selon Paul Fabre, président de la communauté de communes Luberon Durance (CCLD), « de 50 policiers nationaux en poste à Pertuis et 15 gendarmes officiant jusqu'alors dans les villages, nous nous retrouvons avec seulement 47 militaires ». 28 fonctionnaires seront affectés à la brigade

territoriale, 12 au sein du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) et 7 au commandement.

Pour Maurice Lovisolo, conseiller général PS du canton, « c'est de la folie ». En effet, sur ce territoire, pas moins de 210 km de route départementale séparent les communes. D'autant que d'après Guy Genty, Maire de la Motte d'Aigues et vice-Président de la

CCLD, « Le PSIG étant compétant jusqu'à Cheval-Blanc, les gendarmes devront couvrir bien plus que le périmètre intercommunal ».

« On va au carton ! »

Jean-François Lovisolo, Maire PS de la Tour d'Aigues s'insurge d'une telle mesure. « Au lieu d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la cohérence des forces de police et de gendarme-

rie dans leur lutte contre la délinquance et l'insécurité, comme il le prétend, le gouvernement réduit la sécurité publique à peau de chagrin ». Rajoutant inquiet « c'est sans compter une criminalité croissante, quoi qu'en disent les statistiques ». Et Jean-Louis Joseph de rajouter, « alors que l'État s'est engagé à garantir tant les moyens budgétaires que les effectifs nécessaires à la mise en place de ce projet pour le maintien de la qualité des services existants mais aussi leur amélioration significative, c'est tout le contraire qui se produit. Nous sommes même sollicités pour loger les gendarmes et leurs familles dans les bâtiments municipaux ».

Convaincus que la démarche n'est en rien adaptée aux caractéristiques locales de la démographie ni de la délinquance, les élus en appellent à la mobilisation citoyenne. Ils ne demandent rien de plus que le droit des populations à bénéficier de la sécurité publique et d'une égalité de traitement, en ville comme à la campagne ». Une pétition est ouverte à ces fins. Elle est disponible en ligne, en Mairies et chez les commerçants des 13 communes dès aujourd'hui.

CAROLE CHAVE

▲ Pétition en ligne sur www.mesopinions.com : Sécurité publique en Sud-Luberon le compte n'y est pas.



Les représentants des 13 communes de la Vallée appellent la population à réclamer son droit. Seul le Maire de Pertuis ne s'est pas encore positionné.